

Football canadien—Loi

vernement fédéral qui les a le plus aidés avec une subvention du Programme d'initiatives locales.

Bref, monsieur l'Orateur, notre gouvernement n'hésite nullement à accorder des subventions à une secte religieuse qui vient s'établir au Canada, mais par ailleurs il est si soucieux qu'il demande au Parlement canadien, en dépit de tous les autres problèmes qui existent actuellement au Canada, d'accorder la priorité à un bill qui doit décider qui jouera au football.

Je remarque que le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) rôde autour de moi. Il veut peut-être parler, je n'en suis pas certain. A propos des sports, monsieur l'Orateur, je ne veux pas contrecarrer «Boom Boom Knowles» une explosion est imminente je crois—de fait, il m'a même averti de faire attention à ce que je dis maintenant!

M. Sharp: Nous ne sommes pas inquiets.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, il est bien évident, je crois, pourquoi nous sommes actuellement saisis de ce projet de loi. En plus des raisons susmentionnées, c'est un terrain d'entente pour le pauvre gouvernement fatigué et indécis.

M. Sharp: Comme l'unité du parti conservateur—extraordinaire!

M. Stevens: Quel meilleur terrain d'entente pour l'aile gauche du gouvernement à laquelle le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social croit probablement appartenir et l'aile droite du parti à laquelle se rattache le ministre des Finances (M. Turner)! Nous avons en l'occurrence une entreprise commerciale liée à une activité sportive ce qui permet à la droite de se joindre à la gauche du parti et de formuler une proposition d'un certain accord.

● (2110)

Permettez-moi de préciser. J'estime que le gouvernement ne devrait pas accorder une telle préséance à ce bill. Nous avons à débattre des questions autrement plus importantes que le football.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Le gouvernement doit en tout temps, assumer l'entière responsabilité des sujets que nous débattons à la Chambre. Qu'il décide de présenter une mesure valable ou, ce qui vaudrait encore mieux, de réserver un jour à l'opposition pour voir s'il a encore la confiance de la Chambre, je serais le premier à être d'accord.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Ensuite, je soutiens que ce n'est pas le rôle du gouvernement de réglementer les spectacles professionnels que sont ni plus ni moins les sports professionnels à l'heure actuelle au Canada. J'incline même à penser que le

[M. Stevens.]

bill à l'étude est inconstitutionnel. Je suis d'accord à cet égard avec l'excellent exposé du député de Greenwood (M. Brewin). Si le gouvernement pense qu'il est constitutionnel, qu'il nous dise donc que l'article de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique donne au gouvernement fédéral le pouvoir de légiférer en ce domaine.

Les gens ont le droit de choisir leurs distractions. C'est peut-être contraire à ce que prétend le gouvernement, mais un nommé Bassette sait peut-être mieux qu'un dénommé Lalonde de Montréal ce que veulent les Torontois. Ce n'est pas par accident que CFTO, la station de télévision, a le plus grand auditoire de la région de Toronto alors que Radio-Canada vient au cinquième rang.

D'après le ministre, qui devait certainement rire en le disant, notre unité nationale est en jeu. Il doit suivre le programme télévisé «The National Dream». Il a parlé, entre autres, de construction ferroviaire. Si c'est le seul lien qui tient le pays uni, l'unité canadienne est bien fragile.

Le bill ne fait pas ce que le ministre devrait s'efforcer de faire, c'est-à-dire venir en aide au sport amateur dans notre pays. Lorsque j'ai décidé de prendre la parole sur ce bill, je suis allé m'entretenir avec des joueurs de football canadiens et américains qui jouent présentement dans la Ligue canadienne de football. J'ai maintenant acquis la ferme conviction que ce qui ne va pas actuellement dans le monde du football canadien, c'est qu'il n'y a pas suffisamment d'aide pour que les jeunes Canadiens aient l'occasion d'apprendre à pratiquer ce sport dès leurs premières années scolaires, comme le font les jeunes Américains.

Sans mentionner de nom, un joueur qui est peut-être l'un des plus brillants des Argonauts de Toronto m'a dit qu'il avait pratiqué ce sport aux États-Unis dès la sixième année et que les élèves des écoles américaines bénéficient à présent d'instructeurs qui les encouragent et qui leur montrent à jouer au football. C'est ainsi qu'ils apprennent à jouer. C'est pour cette raison que nous sommes supérieurs au hockey. Si nous voulons dominer au football, il serait plus pratique pour le ministre de proposer ce genre de mesure au lieu de se faire de la bile pour déterminer qui va organiser des spectacles sportifs à Toronto.

On a déjà dit, mais il faut le répéter, que la Ligue canadienne de football n'est pas nationale. Elle ne s'étend pas au-delà de Montréal; et il nous faut nous rappeler que près de 25 p. 100 des Canadiens vivent à l'est de Montréal.

Je reprends encore le point de vue d'un Torontois là-dessus. Ainsi, ma circonscription comprend une partie de la région d'York où on voudrait bâtir un stade couvert. Un site est prévu et les plans sont prêts, mais le gouvernement n'encourage aucunement ce projet. Ce fait n'est pas sans intérêt si l'on tient compte des crédits de 500 millions de dollars que le gouvernement a débloqués pour les Jeux olympiques de Montréal. Pour en revenir à Toronto, l'une des raisons alléguées par les autorités fédérales pour refuser ce stade couvert est qu'il pourrait servir au football professionnel.